

L'Adresse—M. Berger

c'est d'appliquer nos connaissances et nos compétences à mieux développer de nouveaux produits que nos concurrents. Cela ne signifie pas que nous abandonnons le secteur des ressources naturelles ou celui de l'agriculture, pas plus que les textiles ou le vêtement. Au contraire. Nous pouvons utiliser notre force dans ces domaines pour développer de nouveaux produits.

Ce n'est pas une simple théorie. Récemment j'ai passé une semaine ou 10 jours à visiter des entreprises qui avaient participé au programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada, le programme auquel je faisais allusion dans ma question au député de York—Sunbury (M. Howie). J'ai visité une société de Toronto qui avait aidé un certain nombre de compagnies dans le secteur agro-alimentaire à utiliser la technologie pour développer de nouveaux produits pour les marchés nationaux et internationaux. Par exemple, il y a une société à Winnipeg qui casse un demi-million d'oeufs par jour. Elle a mis au point une technique pour les déshydrater et elle exporte des blancs en poudre au Japon. La société extrait également des oeufs une enzyme qui s'en va au Japon. Cette société est la plus grosse productrice de cette enzyme dans le monde entier.

[Français]

J'ai visité également, monsieur le Président, des compagnies à Saint-Valérien et à Drummondville qui ont développé de nouveaux équipements pour les industries du bois et de construction ainsi que des souffleuses de neige pour les grandes routes et les aéroports. J'ai visité à Québec une compagnie qui a amélioré ses anciens produits et qui a développé de nouveaux produits grâce encore à ce programme de recherche industrielle. La compagnie fabrique des laveurs industriels pour les hôpitaux et l'alimentation. J'ai visité à Montréal une compagnie qui a développé un nouveau produit pour tester les moteurs à réaction de la compagnie Pratt & Whitney, un investissement minimum du gouvernement, quelque 70 000\$ qui ont permis à la compagnie de générer des ventes qui vont dépasser cette année un million et demi de dollars.

● (1740)

[Traduction]

Je suppose que ces quelques exemples démontrent que nous pouvons nous appuyer sur nos points forts pour diversifier notre économie. Toutefois, qu'a fait le gouvernement conservateur dans le domaine de la recherche et du développement? Tout d'abord, il faut remonter aux promesses faites avant et pendant la dernière campagne électorale. Nous nous rappelons tous le livre très populaire—parmi les conservateurs—du premier ministre intitulé *Telle est ma position*. En 1983, le premier ministre disait:

Le point de départ, pour moi, est de nature technologique. Si nous ne devenons pas des joueurs importants dans cette ligue majeure, nous allons devenir un peuple qui jouera dans le circuit junior B toute sa vie durant.
... la recherche et [le] développement ... sont le pivot de notre réussite économique et nationale.

Il a aussi prié instamment le gouvernement d'exempter les efforts consentis au titre de la recherche et du développement de sa politique d'austérité. Il a engagé plutôt les secteurs public et privé à doubler leurs dépenses dans ce domaine.

Mais depuis les élections, au lieu d'augmenter le budget prévu sur ce chapitre, le gouvernement a sabré dans pratiquement tous les secteurs de la recherche scientifique. Le Conseil

des sciences a vu son budget de 5 millions de dollars fondre de moitié. En 1984, le gouvernement a amputé de 70 millions de dollars celui du Conseil national de recherches qui s'élevait à 500 millions. Les budgets des conseils chargés de subventionner la recherche universitaire et la formation scientifique ont été bloqués. En juin, nous avons appris que le programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches, dont j'ai parlé plus tôt, avait été réduit de 60 millions de dollars sur une période de cinq ans. Une telle compression représente 20 p. 100 du budget de cet organisme. Mis à part l'année 1983, toutes ces compressions se sont traduites, pour la première fois depuis 15 ans, par une baisse de la recherche et du développement au Canada.

[Français]

Dans la communauté scientifique, on est frustré et déçu. On avait misé tant d'espoir sur ce gouvernement. Il se peut, monsieur le Président, que ceux qui appuient des dépenses accrues pour la recherche et le développement n'aient pas réussi à convaincre les décideurs que la recherche est primordiale pour l'avenir économique du pays. Il se peut aussi, monsieur le Président, que M. Tout-le-monde ait de la difficulté à faire le lien entre la recherche et son emploi. D'ailleurs, on pourrait dire la même chose du premier ministre. Il ne voit pas le lien entre les promesses faites au cours de la dernière campagne électorale et le maintien de son emploi. Eh bien, je vais tenter aujourd'hui d'expliquer ce lien.

Lors de ma tournée des entreprises, j'ai rencontré plusieurs gens d'affaires, et je vous livre ici quelques témoignages. Je me souviens particulièrement d'une conversation avec un homme d'affaires de la ville de Québec, un des fondateurs du Groupement québécois d'entreprises. Cet organisme regroupe quelque 500 petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires est entre 2,5 et 3 millions et ces compagnies emploient en moyenne environ 50 personnes, 50 employés. Durant les cinq dernières années le groupement a fait un effort substantiel pour sensibiliser ses membres à la recherche et au développement.

On m'a dit que, au départ, les membres du groupement pensaient que la recherche c'était quelque chose pour les grandes compagnies. Il a fallu expliquer aux membres de ce groupement que le développement, pour eux, c'était plutôt l'adaptation de technologies déjà existantes à leurs produits ou à leurs procédés de fabrication.

On m'a dit aussi, monsieur le Président, que l'entrepreneur typique c'est le «patenteux» qui a réalisé sa «patente». Ce n'est pas nécessairement parfait, ce n'est pas à la fine pointe technologique mais c'est nouveau et il voit des choses pour ce cela rapporte. Mais souvent l'entrepreneur va rencontrer des obstacles. Il fait face à un problème dans la qualité du produit ou dans son procédé de fabrication. Par exemple, il pourrait avoir un problème de soudure mais l'entrepreneur type ne connaît pas la résistance des matériaux, il ne connaît pas la soudure et il ne sait pas comment résoudre son problème. Il n'a pas les connaissances techniques pour le faire. C'est à ce moment-là, monsieur le Président, que le programme PARI intervient. En effet, cela permet aux entrepreneurs d'aller chercher des spécialistes, des étudiants au niveau de la maîtrise ou du doctorat qui viennent à la compagnie pour travailler sur un problème précis pendant trois ou quatre mois en vue d'essayer de trouver